Hassan Hattab : le parcours

Contrairement à ce qui est communément admis, le parcours terroriste de Hassen Hattab dit Abou Hamza, qui se fera connaître comme le principal membre fondateur du GSPC et son premier «émir national», n'a pas commencé au sein du GIA, créé en octobre 1992, ni même au sein du MEI, créé en février 1992, avant de rallier ce dernier suite à un «pacte d'unification des rangs» en mai 1994 et qu'il avait rejoint en 1993. Son basculement dans le terrorisme remonte concrètement à 1990 au sein de l'organisation dite Takfir Wa El-Hidjra (T&H) qui avait tenté de s'incruster au sein de l'armée algérienne en infiltrant des casernes et des écoles militaires (voir encadré 1). Il venait alors de terminer, l'année précédente, son service militaire qu'il a effectué dans la wilaya de Biskra au sein des troupes aéroportées où il a connu, entre autres, les tristement célèbres parachutistes Amari Saïfi, dit Abderrezak Le Para, et Abdelaziz Abi, dit Okacha Le Para, qui deviendront ses «lieutenants» au sein du futur GSPC. Son oncle paternel, Abdelkader, dit Mouloud, n'est pas étranger à son recrutement par cette organisation terroriste — la plus ancienne en Algérie dont les premiers groupes armés avaient tenu un maquis dès les années 1970 — à laquelle il a lui-même appartenu avant son ralliement au MIA de Mustapha Bouiali au début des années 1980 et au sein duquel il a repris le maquis au début des années 1990, entraînant avec lui plusieurs membres de sa famille dont Hassen et quatre de ses frères (voir encadré 2). D'autant plus que cette organisation avait une forte implantation à l'est d'Alger, dans la région de Rouiba-Bordj El-Kiffan, dont est originaire et où résidait sa famille. Le nom de Hassen Hattab n'a apparu au grand jour qu'à partir de 1996 lorsqu'il a commencé à signer des communiqués en tant qu'«émir de la zone II du GIA ».

Entre temps, il est passé du T&H au Mouvement pour l'Etat islamique (MEI) créé et dirigé conjointement en février 1992 par un ancien bras droit de Mustapha Bouiali, Abdelkader Chebouti, et Saïd Makhloufi, membre fondateur du FIS.

Le ralliement du MEI au GIA en 1994 vaudra à Hassen Hattab son affectation à la tête d'une katibat dénommée El-Feth, basée à Khemis El-Khechna, à l'ouest de la wilaya de Boumerdès, avant de devenir «émir» d'un «jound» regroupant trois katibats (El-Feth, El-Qods et El-Ansar) dans la même wilaya. Il finira par se retrouver à la tête de toute la «zone II» couvrant l'Est de la wilaya d'Alger et la Kabylie (Boumerdès, Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira) en juin 1995 alors que le GIA était alors dirigé par Djamel Zitouni depuis l'élimination par les forces de sécurité de son prédécesseur, Cherif Gousmi, en septembre de l'année précédente.

Bien que devant toute son ascension à Djamel Zitouni, Hassen Hattab va, lui aussi, prendre ses distances par rapport à ce dernier, à l'instar de nombre autres responsables centraux et locaux du GIA. Le désaccord a pour origine certains aspects que ce dernier a commencé à insuffler à l'organisation terroriste en menant une campagne d'«épuration des rangs» contre des terroristes jugés, à tord ou à raison, comme cherchant à le renverser pour des raisons politiques ou de leadership et conduire le GIA selon leurs propres desseins.

Au lendemain de l'assassinat de Djamel Zitouni en juillet 1996, son successeur, Antar Zouabri, diffusera l'enregistrement audio de l'«interrogatoire» d'un terroriste présenté sous le nom de Radouane Bouzaréah où il est révélé que Hassen Hattab, avec d'autres complices, comme son futur bras droit à la tête du GSPC, Abdelaziz Abi dit Abou El-Hoummam dit Okacha Le Para, a fomenté un «complot» pour assassiner Djamel Zitouni.

S'il est connu que ce dernier a été tué par un groupe de la Djaz'ara dirigé par Ali Benhadjar qui était en guerre ouverte contre lui, il n'a jamais été dit comment ni pourquoi Zitouni a été attiré dans l'endroit où il est tombé dans l'embuscade qui lui a été fatale et dont les détails sont amplement étalés par Radouane Bouzaréah, mettant en cause exclusivement Hassen Hattab et ses complices.

Ali Benhadjar, lui-même, dira plus tard dans plusieurs interviews, après sa reddition, que son groupe ne savait pas que Djamel Zitouni était parmi les membres qu'il a attaqués et ne l'a su que le lendemain.

Alors que les «dérives» de Djamel Zitouni ont poussé plusieurs groupes terroristes à s'en écarter pour agir de manière autonome en créant leurs propres organisations, Hassen Hattab n'a pas été tenté de rompre avec le GIA. Il maintiendra la même position sous Antar Zouabri, autrement plus sanguinaire et «déviationniste» que son prédécesseur, jusqu'en juillet 1997 où il se démarquera ouvertement et franchement de ses pratiques dans un communiqué, sans pour autant montrer la moindre intention de se retirer du GIA. .

Ce ne sera que lorsqu'il eut la certitude absolue qu'il ne pouvait d'aucune manière influer sur lui et son orientation qu'il résolut de créer son organisation, le GSPC, en septembre 1998. Entre temps, depuis la mort de Djamel Zitouni, tout en continuant à sévir en Kabylie et à l'est d'Alger au nom de la «zone II» du GIA durant plus de deux ans, il a tenté de rallier à lui, par l'intermédiaire de ses émissaires, tout ce qu'il aurait pu être possible comme groupes terroristes, sans trop de succès. L'annonce de la création de son

Photos : DR

organisation n'a pu se faire qu'au nom de la «zone II» qu'il dirigeait lui-même et quelques groupes limités basés dans les Aurès, dans l'Est algérien, notamment à Batna et Tébessa où il restera confiné pendant longtemps. Cependant, il a hérité de la plupart des réseaux de soutien à l'étranger qui avaient appartenu au GIA et qui l'ont déserté au fur et à mesure de sa déconfiture mais qui ne sauront lui être d'un grand secours, d'une part du fait de son inconsistance en Algérie et, d'autre part, à cause des démantèlements successifs qu'ils subissent dans plusieurs pays européens. Porté dans un premier temps à titre «provisoire» à la tête du GSPC au moment de sa création, il reprendra sa fonction d'«émir» de la «zone II», — l'organigramme du GIA ayant été maintenu par la nouvelle organisation — à partir d'avril 1999, cédant la place à Abdelmadjid Dichou dit Abou Mos'âb, qui a été son «officier exégète» (mufti). Mais celui-ci ne tiendra que quatre mois avant d'être abattu par les forces de sécurité à Batna où il tenait un conclave. Hassen Hattab est de nouveau désigné au sommet de l'organisation où il se maintiendra jusqu'en août 2003. Etant la dernière organisation dissidente issue du GIA, le GSPC rencontrait beaucoup de difficultés à se «laver» des pratiques que continuait à commettre le GIA. D'autant plus que le bras armé du FIS, qui s'est donné pour nom l'Armée islamique du salut (AIS) et qui a refusé de se rallier au GIA en mai 1994 avec les autres organisations terroristes qui se sont «unifiées» sous son égide, avait décidé de se mettre en «trêve», théoriquement pour laisser voir qu'il n'avait aucune responsabilité dans les massacres commis au nom du «djihad». L'émergence du GSPC a été également mise à mal par la lutte antiterroriste menée par les forces de sécurité de plus en plus professionnalisées et par une forte présence très combative des groupes de Patriotes (voir encadré 3) aussi bien Kabylie que dans les Aurès. La politique dite de «concorde civile», initiée par le gouvernement dont les mesures permettaient aux terroristes de réintégrer la société sans craindre des poursuites, a, de son côté, affaibli sa percée (voir encadré 4), surtout qu'elle a été soutenue par plusieurs «oulémas» considérés jusque-là par Hassen Hattab lui-même comme des références du salafisme (voir encadré 5). Malgré ces entraves, le GSPC a continué jusqu'en 2002 à voir d'autres groupes se rallier à lui. Après avoir gagné la quasi-totalité de ceux qui appartenait au GIA dans l'est et le sud du pays, il a été rejoint par d'autres groupes terroristes. C'est le cas de la katibat El-Khadra de Médéa, dans le Centre, le Groupe sunnite pour la prédication et le djihad (GSPD) et le groupe Jound Allah à Aïn Defla, la katibat El-i'tissam de Relizane (centre-ouest), le Groupe salafiste combattant (GSC) de Sidi-Bel-Abbès (Ouest) qui ont tous «prêté allégeance» à Hassen Hattab, compensant la relative érosion que la «concorde» a provoqué dans ses rangs. En dépit du rassemblement de tout ce que les maquis comptent comme terroristes radicaux totalement fermés aussi bien aux appels du gouvernement qu'à ceux des «oulémas» du salafisme, de certains coups d'éclats représentés par certaines embuscades sanglantes contre les forces de sécurité en Kabylie et dans les Aurès, le GSPC n'a pu influer d'aucune manière sur l'évolution de la situation sécuritaire à son profit. Sa faillite manifeste évoluait en se confondant de plus en plus avec de la pure criminalité contre les forces de sécurité, doublée de banditisme (braquage d'agences postales et bancaires dans les villages et racket des usagers de la route dans des faux barrages) que d'une pseudo «guerre sainte». Cette situation a amené certains membres du «commandement» du GSPC à contester les compétences de Hassen Hattab à continuer à diriger ce groupe et l'ont contraint à la «démission» en août 2003 pour désigner à sa place l'ancien «émir» des Aurès, Nabil Sahraoui, dit Mustapha Abou Ibrahim, qui commencera aussitôt à se rapprocher d'Al-Qaïda devenant progressivement sa branche locale au niveau du Maghreb en janvier 2007. Isolé de la direction du GSPC, il s'est retiré en se mettant en stand-by jusqu'à septembre de la même année où il a décidé de se rendre aux autorités du pays. Il a vainement espéré jusqu'à la dernière minute rallier à lui au moins une partie du GSPC pour pouvoir négocier en force sa déposition.

Mohamed Issami

01 Takfir Wa El-Hidjra et Hassen Hattab

Un militaire islamiste, qui assume son appartenance idéologique, aujourd'hui «exilé» après avoir fui à l'étranger au milieu des années 1990, l'ancien capitaine Ahmed Chouchane, a donné un bref aperçu sur la relation entre Hassen Hattab et Takfir Wa El-Hidjra dans ses «mémoires» publiées en langue arabe sur Internet sous l'intitulé *La crise algérienne. Un témoin au cœur des évènements.*

Il note qu'après la mort de Mustapha Bouiali, l'«émir» du MIA, et l'arrestation de ses partisans en 1987, l'idée de l'action armée a connu un affaiblissement durant une courte période avant de réapparaître à travers une agitation, qualifiée de «suspecte», de membres de Takfir Wa El-Hidjra. Selon lui, leur première initiative a été celle qu'a exécutée, en 1990, leur «émir» pour la région de Boumerdès, Mohamed Ouret dit Mahieddine Ouarith, quand il a tenté d'impliquer un groupe de sous-officiers d'un

bataillon de parachutistes de Laghouat et d'un autre à Biskra dans le but de s'emparer de lots d'armes et de munitions. Il révèle que l'intermédiaire entre ce Mahieddine et les sous-officiers impliqués était un militaire réserviste qui a effectué son service militaire chez les parachutistes, nommé Hassen Hattab.

Alors que Hassen Hattab avait lui-même affirmé dans une ancienne interview au journal *Al-Hayah,* paraissant à Londres, qu'il a été recruté par Mahieddine, il est apparu par la suite que ce dernier s'était à plusieurs reprises investi dans différentes opérations de désertion de militaires dans différentes casernes, dont la plus importante est de Beni-Messous en avril 1992.

Pour mémoire, il y a lieu de noter que Takfir Wa El-Hidjra a très tôt tenté d'infiltrer des unités de l'armée algérienne comme cette action du début des années 1980, révélée par des témoignages publiés par l'hebdomadaire *El-Mohaqiq* en janvier 2008, et qui a ciblé la Marine nationale à Tamenfoust, dans la wilaya d'Alger.

d'un chef terroriste

02 Une famille terroriste

Au sein de sa famille, Hassen Hattab n'est pas le seul à avoir basculé dans le terrorisme. Un oncle paternel, Abdelkader, dit Mouloud, est déjà un vétéran, quand lui aussi prend le même chemin. Ce dernier, né en 1947 à Bordj El-Kiffan, agriculteur de profession et illettré, a rejoint le MIA de Mustapha Bouiali, qui a été créé en 1979, avant de passer à l'action armée en 1982 alors qu'il était déjà un partisan du mouvement Takfir Wa El-Hidjra. Rescapé en 1990 après l'amnistie accordée aux Bouyalistes, il a repris le maquis en entraînant avec lui, progressivement, plusieurs membres de sa famille alors que lui-même est assassiné par un groupe rival en 1994 près de Boudouaou (Boumerdès).

Les frères aînés de Hassen Hattab, à savoir Djamel, né en 1953 à Rouiba, cadre du complexe des véhicules industriels de Rouiba (SNVI), et Tewfik, né en 1963 dans la même ville où il occupait la fonction de technicien supérieur de la santé à l'hôpital, n'ont pas résisté au chant des sirènes. Le premier, qui sera abattu par les forces de sécurité en 1995, ouvrira la voie à son fils Mustapha, qui tombera à son tour en 1996 à Zemmouri (Boumerdès), alors que le second est éliminé dès 1994 dans la région de Dergana dans la wilaya d'Alger. L'année précédente, c'était Ali, né en 1958 à Rouiba, qui a été abattu à Benzerga, tout comme le sera dans la même localité en 1995 son cadet, Zoheir, qui est né en 1975 dans la même ville que ses autres frères.

De tous ses frères qui sont tombés dans le même aveuglement que lui, Hassen Hattab est le seul survivant. Il est né en février 1967 à Rouiba.

Ayant échoué au baccalauréat, il a effectué son service militaire à l'école des Troupes aéroportées de Biskra vers laquelle il a été orienté sans doute du fait qu'il était un sportif qui excellait dans les arts martiaux, notamment le karaté. Démobilisé en 1989, il est recruté comme mécanicien à l'hôpital de Rouiba avant de basculer dans le terrorisme d'où il ne sortira plus jusqu'à sa reddition en 2007.

Cette malédiction qui s'est emparée de cette famille a trouvé son prolongement parmi ses beaux-frères.

Son épouse n'est autre que la sœur d'un infirmier dont il fera plus tard son responsable des questions médicales au sein du GSPC, Saïd Rabiê Cherif abattu en 1999, dans la région de Mizrana (Tizi Ouzou).

De même, il se révèlera (pour ce qui est rendu public comme informations) qu'une de ses sœurs avait un mari terroriste, ingénieur de formation, et qui a été artificier d'un groupe terroriste.

03 Le premier communiqué de Hattab

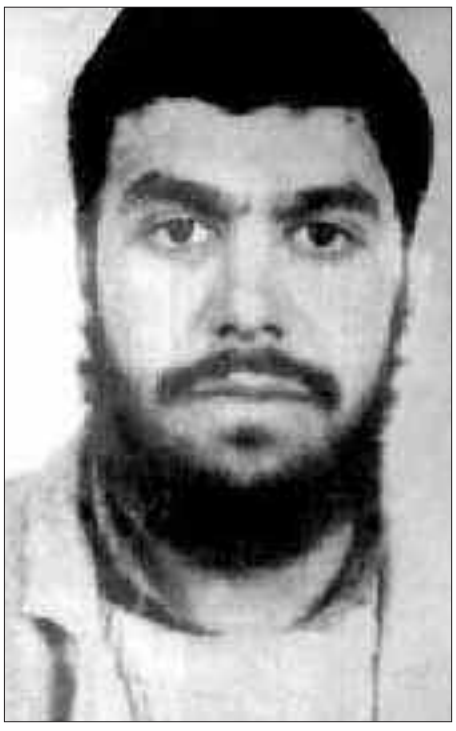
Le premier communiqué du GSPC, juste après celui annonçant sa création, que signera Hassen Hattab, le 25 septembre 1998, est adressé aux Patriotes. Il considère que lorsque les dirigeants du pays qu'il qualifie de «tyrans» ont échoué dans leur «résistance contre les valeureux moudjahidine qui leur ont donné des leçons inoubliables en matière de sacrifice», ils ont tenté de «porter la guerre entre nous et le peuple musulman», en recourant, par la contrainte, à l'armement des villages et douars afin de pousser les membres de la communauté musulmane à devenir un peuple combattant Dieu et son Prophète et le dépouiller de sa religion». Aussi appelle-t-il à la vigilance contre ce «plan terrifiant», soulignant qu'il ne s'agit que d'une preuve supplémentaire qui révèle «la faiblesse du régime» et sa «chute imminente». Il avertit, toutefois, «ceux qui ont été contraints de porter les armes» de ne pas s'aventurer à combattre leurs «frères moudjahidine et tâcher leurs mains du sang pur des jeunes», leur rappelant qu'ils auront la paix et qu'ils continuent à être considérés par lui et les siens comme « des frères pour eux tant qu'ils ne s'impliquent pas dans la guerre contre l'islam et les musulmans». Ce communiqué, où Hassen Hattab n'omet pas de mettre sur le dos des forces de sécurité les massacres commis par le GIA, sera le début de retours récurrents où il tentera de distinguer son organisation terroriste en rappelant qu'elle ne s'attaque pas à la population. Une autre façon de dire que celle-ci n'a pas à s'armer pour se défendre puisqu'elle n'est pas ciblée. Mais, dans les faits, les civils sont loin d'être épargnés par le GSPC. Si les douars ne connaissent pas les massacres collectifs du temps du GIA, il n'en est pas de même pour les usagers de la route, qu'ils soient dans leurs propres véhicules ou dans des transports collectifs, qui sont systématiquement détroussés de leurs biens, aussi minimes soient-ils, dans des guets-apens sous forme de «faux barrages».

En fait, ses efforts pour innocenter son organisation des attaques contre la population n'ont été, finalement, qu'une astuce pour tenter d'isoler les forces de sécurité dans leur lutte contre le terrorisme. Car au moment où il clame et réclame qu'il ne s'en prend pas aux populations civiles dans nombre d'autres communiqués, il n'omet jamais d'appeler ces dernières à entourer de leur sollicitude les «moudjahidine» et leur apporter aide et soutien.

04 Contre toute idée de déposer les armes

Alors qu'il était encore l'«émir de la zone II» du GIA et que le GSPC n'est pas encore créé, Hassen Hattab diffuse un communiqué daté d'avril 1998 où il fustige la «trêve» décidée par l'AIS, le mois d'octobre précédent, la considérant comme un acte de «trahison». Le mois de juillet suivant, la «commission légiste» de cette même «zone II» qu'il dirige, revient sur le sujet en le traitant d'un point de vue «théologique» dans le but de l'invalider et de démontrer sa nullité sur le plan religieux sous le titre «Dhiyae essobh fi er-rad 'âla douaâte el-hodna wa es-solh» (Réponse aux partisans de la trêve et de la réconciliation). Tout en puisant ses arguments dans les avis de «savants religieux» anciens comme Ibn Taymiyya et en recourant à des exemples dans l'histoire des premiers temps de l'islam, elle n'hésite pas à mettre en exergue le slogan du GIA qu'elle reprend à son compte : «Ni dialogue, ni trêve, ni réconciliation avec les apostats».

L'année suivante, à la suite du référendum sur la «concorde civile», initié par le nouveau président de la République, le GSPC, à la tête duquel est revenu Hassen Hattab après un court intermède occupé par Abdelmadjid Dichou Abou Mos'âb, fait publier sur Internet une brochure d'une quarantaine de pages, datée



de décembre 1999 et signée par un Abou Ishaq sous le titre intraduisible «Ed-der el-menthour fi nasrat menhaj eth-thoughour» dont l'idée s'articule autour d'une argumentation pour asseoir une thèse défendant une vision ancrée dans l'authenticité. La dernière partie de ce document revient sur la «concorde prétendue» considérée comme un signe de faiblesse du «tyran» qui, incapable de battre les partisans de l'islam par le fer et le feu, a entrepris de les avoir par les sentiments et le pardon. En se référant aux thèses de l'intégriste égyptien Sayyid Qotb dont se nourrit le courant Takfir wa el-hidjra, il assimile ceux qui ont accepté de déposer les armes à des «jahilite» (des ignorants de l'islam).

En mars 2000, la «Concorde» est de nouveau brocardée, mais cette fois à travers un communiqué de la «commission information» du GSPC qui brandit une série de revendications d'attentats sanglants dans plusieurs wilayas, tout en maltraitant la presse accusée de faire dans la désinformation. En septembre de cette même année, c'est Hassen Hattab lui-même qui signe un communiqué où il dénonce les «oulémas» du Moyen-Orient qui soutiennent la «concorde» par des fatwas décrétant la «nullité du djihad» en Algérie. Et jusqu'à sa «démission» à la fin de l'été 2003, il va multiplier, de manière cyclique, et par séries, les attentats de son organisation comme réponse à la main tendue qui l'invite à la «réconciliation» en s'accrochant à son slogan «Ni dialogue, ni trêve, ni réconciliation avec les apostats».

05 La doctrine wahhabite de Hassen Hattab

Quatre mois avant l'annonce de la création du GSPC, Hassen Hattab signe un communiqué, le 3 avril 1998, sous le titre «La doctrine des moudjahidine dans la zone 2 et leur voie pour la compréhension de la religion» dans lequel il s'étale, pour la première fois, sur ses penchants idéologiques. Ce document est en fait un résumé d'un enregistrement audio qui sera repris et diffusé plus tard, en 2002, sous forme d'une brochure signée de Abou Mos'âb Abdelmadjid Dichou intitulée «Quelques mots à propos des hérétiques et les hors-la-loi». Dans ce communiqué sur la «'âqidat» des «moudjahidine» d'avril 1998, énumérant les vingt-quatre points de l'assise idéologique du futur GSPC, Hassen Hattab réaffirme sa référence aux «pieux ancêtres sans la vision desquels l'islam ne peut être compris» tout en s'efforçant de se distinguer du GIA en se référant à des fetwas d'Ibn Taymiyya pour se laver les mains de la pensée «des khawarej (hérétiques, entendre : GIA) qui ont permis de répandre leur sang et la destruction de leurs biens en accord avec le groupe Takfir Wa El-Hidjra qui a excommunié les musulmans en gros et en détail».

Poursuivant son discours, il note que ses partisans et lui «ne combattent que les apostats et personne d'autre parmi les innovateurs sauf dans le cas où il n'y a pas d'autres moyens que de les tuer pour s'en défendre», tout en précisant que «le djihad ne s'arrêtera que lorsque la parole de Dieu sera la plus élevée», qu'il n'est question «ni de sièges au Parlement ni du retour d'un parti, du fait que cela n'est pas permis en islam, mais uniquement de l'application de la chari'â selon les préceptes salafistes». Le tout est ponctué, inlassablement, par des retours incessants, en plus du Coran, à des exégètes et des jurisconsultes parmi les plus anciens et les oulémas contemporains où prédominent nettement des hanbalites qui constituent la principale référence du socle doctrinal du wahhabisme.

Au même moment, force est de constater que Hassen Hattab a montré, dans la pratique, que même en s'appuyant sur le wahhabisme comme doctrine de base de son organisation terroriste, il ne fait pas dans l'«imitation aveugle» des maîtres à penser auxquels il se réfère, comme il a pris soin de le souligner dans ce communiqué d'avril 1998. Car en tant que wahhabite qui se respecte, sa doctrine devait l'inciter (le GIA et le groupes des HDS l'ont fait) à s'attaquer aux mausolées des marabouts et à profaner leurs tombeaux.

Il a pris la liberté de tordre le cou au wahhabisme en évitant de s'attaquer aux familles «maraboutiques» dans la «zone II» et ailleurs et de les avoir sur le dos. Il a préféré, tactiquement, ménager leurs traditions pour ne pas en faire des ennemis espérant sans doute gagner çà et là des sympathies.

Cette même liberté l'amènera, deux ans plus tard, à s'attaquer vertement à ses plus importantes références en matière de wahhabisme, dont son idole le mufti saoudien El-Otheymine (aujourd'hui décédé), quand elles édicteront des fatwas pour déclarer la nullité du point de vue de la chari'â du «djihad» en Algérie, allant jusqu'à les mépriser avec des mots du genre «quelques exégètes du Hidjaz», sans hésiter à les taxer d'être tombées à la solde des moukhabarates (services secrets).